



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Vendredi 17 août 2012  
Numéro 157

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

---

## Titres des journaux

---

As Safir (Nationaliste arabe)

*Les clans du dialogue barrent la voie à la solution... Masnaa en contrepartie de l'aéroport*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*Le 15 août des rapt.  
Le Liban sans Etat*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

*L'Etat des clans*

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

*Pas d'Etat, pas de sécurité*

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

*L'insulte faite à l'Etat*

Al Moustaqbal (Propriété de Saad Hariri)

*Le Liban à la merci des raptés  
et du chaos des armes*

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

*Série de tueries par des raids  
aériens et un pilonnage à  
l'artillerie*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*Alerte en Israël après la  
bombardement d'Eilat avec  
des Grad.  
Renforts égyptiens à la frontière  
avec Gaza pour fermer les tunnels*

## L'événement

### *L'Etat libanais n'est plus que l'ombre de lui-même*

L'enlèvement par des clans libanais de dizaines de membres de l'Armée syrienne libre (ASL) et d'un ressortissant turc, en riposte au rapt par des rebelles syriens du Libanais Hassan al-Mokdad, à Damas, est un développement d'une extrême gravité. Il illustre l'impuissance de l'Etat et son incapacité à gérer des situations de plus en plus compliquées, liées à la crise syrienne et aux mutations en cours dans la région.

Cette affaire est le couronnement d'un processus de déliquescence de l'Etat, apparu dès le début de la crise syrienne, et que la «politique de dissociation» théorisée par le gouvernement n'est pas parvenue à stopper. Surtout que ces derniers mois, cette politique officielle s'est plus traduite par des concessions en série offertes au 14-Mars et aux pays occidentaux que par une stricte neutralité dans le conflit syrien. En effet, la «dissociation» n'a pas empêché la transformation du Liban-Nord en base-arrière pour les rebelles syriens, qui y disposent de gros moyens logistiques qui vont de camps d'entraînement, aux hôpitaux mis à leur disposition pour y soigner leurs blessés, aux réseaux de contrebande d'armes et d'hommes en direction de la Syrie.

La mise hors-jeu de l'Etat est le fruit d'un travail méthodique qui s'est achevée par la neutralisation de l'Armée libanaise (l'arrestation des trois officiers dans le cadre de l'affaire du cheikh Abdel Wahed) et des services de sécurité (la libération, sous la pression et la menace, du jihadiste Chadi Mawlaoui). L'Etat a donc progressivement démissionnée de ses responsabilités, à cause de la négligence ou de la complicité des plus hautes sphères du pouvoir, laissant le terrain libre aux forces extra-étatiques liées à des agendas extérieurs.

Ce contexte ne pouvait que mener à des incidents similaires à la vague d'enlèvement. Surtout que l'Etat n'a pratiquement rien fait pour régler le problème des Libanais kidnappés en Syrie, tandis qu'il s'emploie à répondre favorablement aux demandes des Occidentaux concernant les réfugiés syriens. Après avoir enlevé une trentaine de ressortissants syriens et turcs pour les échanger contre son fils détenus en Syrie, la famille Mokdad a annoncé, lors d'une conférence de presse jeudi, la fin des «opérations militaires». Cette expression a d'ailleurs suscité le mécontentement du député du Hezbollah Ali Mokdad, qui a émis des réserves. Un autre membre du clan, un garde du corps du député, est entré en scène, revendiquant son droit à donner son opinion, comme tout le reste de la famille. «Nous ne pouvons qu'approuver, dans l'objectif de retrouver notre fils Hassan, l'enlèvement de membres de l'ASL, mais il ne faut pas étendre les enlèvements à des civils, même s'ils sont des sympathisants de l'opposition syrienne», a-t-il dit. Il a exprimé des craintes que «la situation n'échappe à tout contrôle et que les enlèvements se poursuivent, même en cas de libération de Hassan». Une dispute s'en est suivie et le député s'est retiré, affirmant qu'il ne comptait plus remettre les pieds au siège de la ligue du clan Mokdad, malgré les tentatives de réconciliation menées par certains.

## Al Akhbar

*Nasser Charara, journaliste libanais indépendant*

Le directeur du Sitceu (Centre de situation (comprendre renseignement) de l'Union européenne, le Français Patrice Bergamini, ne cache pas ses craintes pour la stabilité du Liban et de la Jordanie. Il pense que l'opinion publique occidentale commence à s'inquiéter «du danger de la présence sur le terrain en Syrie de d'islamistes jihadistes». Voici des extraits d'un entretien accordé à Al Akhbar: Q-Avez-vous une vision de l'après-Annan? Comment la communauté internationale va-t-elle traiter avec la crise syrienne et qu'elle est l'évaluation de l'Union européenne de la situation sur le terrain?

R-Trois facteurs essentiels influent sur l'attitude de la communauté internationale. Premièrement, la défection du Premier ministre Riyad Hijab et les dissidences qui peuvent suivre. Cela donne l'impression que la fin est proche. Même si cela n'est pas vrai, ce développement contribue à geler toutes les initiatives des puissances internationales influentes. Deuxièmement, le rôle iranien sur le terrain, qui est désormais visible, même si nous savions qu'il existait auparavant. Cela abouti, également, à la paralysie de toutes les démarches. Troisièmement, la multiplication des articles et des informations sur la présence sur le terrain en Syrie de jihadistes. Nous le savions dès le début, mais cela est maintenant relayé par les médias occidentaux.

Q-Comment évaluez-vous la bataille d'Alep?

R-Alep est se transforme en nouvelle Srebrenica ou Grozni et cela est une honte pour nous tous. Le blocage sur le terrain va sans doute se poursuivre. Et plus les choses traînent, plus la réconciliation dans la période post-crise devient difficile.

Q-Existe-t-il un risque de déstabilisation au Liban?

R-Je suis personnellement très pessimiste. L'Europe est hors-jeu, même si certains membres de l'UE tentent d'élaborer des initiatives. Les Etats-Unis sont bloqués. La Russie et la Chine ne bougeront pas, du moins pas avant fin septembre. Ce qui signifie que ce sont les militaires qui mènent la barque, avec tout ce que cela comporte comme dangers pour le Liban et la Jordanie. Pour l'instant, nous n'avons pas encore assez d'informations sur la nouvelle position israélienne. Le seul espoir vient du peuple syrien, bien qu'il existe des doutes sérieux sur la capacité du monde arabe à prendre en main sa propre destinée.

## An Nahar

*Rosanna Bou Mounsef, journaliste libanaise proche du 14-Mars*

La vague d'enlèvement des réfugiés syriens en riposte au rapt de Libanais par des rebelles syriens a laissé craindre une importation au Liban de la guerre qui sévit en Syrie. Ces incidents traduisent une forte volonté d'allumer un incendie au Liban après l'arrestation de l'ancien ministre et député Michel Samaha, et montrent que le fossé et les dissensions interlibanaises deviennent de plus en plus graves.

Le silence du Mouvement Amal et du Hezbollah à l'égard de ces incidents ont suscité de grandes questions chez des observateurs politiques. Pourquoi ont-ils laissé faire les kidnappeurs et ceux qui ont bloqué la route de l'aéroport? Ont-ils encore la capacité d'empêcher ce genre d'agissements?

Jusqu'à présent, certains observateurs sont convaincus que le Hezbollah tente de ne pas se mêler ou de ne pas être impliqué directement dans tout incident qui risque de précipiter le Liban dans une discorde confessionnelle qui se solderait pour lui par de graves dommages. Les défenseurs de ce point de vue se basent sur le fait que le Hezbollah a tenté de ne pas apparaître sur le devant de la scène lors de plusieurs événements qui se sont produits.

Cette attitude rassure les observateurs sur le fait que les choses n'ont pas encore atteint le seuil de la guerre civile ou de la discorde sunnite-chiite. Cependant, le rythme des événements au Liban, à la lumière de ce qui se passe en Syrie, laisse craindre le basculement du Liban dans le piège, surtout si la crise syrienne se poursuit pendant des mois. Mais d'autres observateurs sont convaincus que le Liban est déjà en train de glisser pas à pas dans l'inconnu.

## ILS ONT DIT...

**Fouad Siniora**, ancien Premier ministre (14-Mars)

**“ Ce que l'on a vu mercredi est** inimaginable. Ces menaces, ce chaos, cette instabilité... Tout cela est dû à ces discours politiques qui n'ont eu de cesse de répéter que les armes protègent les armes, que le but est de sanctuariser les armes hors de l'État. Voilà ce qui a permis la propagation de cet environnement et de cette culture liés aux exactions armées; voilà ce qui a entraîné le dynamitage du prestige de l'État. Je pense que ce qui s'est passé mercredi n'est pas dû au hasard. C'est un nouveau chapitre du terrorisme infligé aux Libanais, pour éloigner les projecteurs de l'affaire Samaha-Mamlouk et tous ceux derrière eux.

**Mohammad Raad**, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

**“ Ce monsieur (Fouad Siniora, ndlr)** a essayé d'annuler la dernière séance parlementaire sous prétexte de préserver l'unité nationale après le départ des représentants de la communauté chrétienne de l'hémicycle, mais il n'a pas bronché quand une autre communauté a quitté le gouvernement. Ce qui s'est passé mercredi n'est pas le dixième de ce qui s'est passé ailleurs, au Akkar notamment. Tout cela a contribué à l'absence de l'État qui ne nous a pas assuré un gendarme dans la banlieue sud. Est-ce notre boulot de contrôler la sécurité, de fermer les lieux de débauche, d'interdire la drogue? Nous demandons à l'État d'être présent, mais il ne répond pas... Nous avons travaillé toute la nuit de mercredi à jeudi, mais le cheikh el-Assir, personne ne lui a rien dit, alors qu'il avait insulté le président Berry et sayyed Nasrallah. Et pour les otages? Qu'avez-vous fait? Rien. Surtout que certaines factions libanaises font des mains et des pieds pour qu'ils ne soient pas libérés. Tout ce qui vous importe, c'est de vous en prendre aux armes de la résistance alors que ce sont elles qui protègent le Liban. Nous, nous ne nous sommes inféodés à aucun pays arabe.

## **Le périmètre de sécurité de cheikh Ahmad al-Assir**

*Le cheikh intégriste Ahmad Al-Assir a créé un périmètre de sécurité autour de la mosquée Bilal ben Rabah, où il officie à l'Est de Saïda. Il a fait installer d'énormes blocs de béton armé et une vingtaine de caméras de surveillance. Des gardiens, sans armes visibles, filtrent les passant en leur demandant leurs papiers d'identité et leur destination.*

## **«Journée al-Qods»: grandes manifestations en Iran**

*De grandes manifestations anti-israéliennes et de solidarité avec les Palestiniens étaient organisées à Téhéran et dans les autres villes iraniennes vendredi. La «journée de Qods» est organisée par les autorités iraniennes tous les ans le dernier vendredi du mois de ramadan en solidarité avec les Palestiniens. Selon des images de la La télévision, des manifestants dans plusieurs villes du pays portaient des banderoles proclamant «mort à Israël» et «mort à l'Amérique», en persan, en arabe et en anglais. De nombreux participants brandissaient aussi des portraits du Guide de la République islamique l'ayatollah Ali Khamenei et de l'imam Khomeiny, fondateur de la République islamique, ainsi que des drapeaux du Hezbollah. Le guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei, a affirmé une nouvelle fois mercredi qu'Israël, une «excroissance sioniste artificielle disparaîtra du paysage» de la région. A Téhéran, les manifestants ont convergé de huit points différents vers l'université de Téhéran où le président Mahmoud Ahmadinejad a prononcé un discours avant la prière du vendredi.*

## **As Safir**

*Malak Akil, journaliste libanaise proche de la majorité*

L'absence de la séance du dialogue de deux personnalités proches de Damas n'est pas anodine. Elle prouve l'existence d'un froid entre le président Michel Sleiman et les alliés de la Syrie.

Dans les salons de la majorité, on évoque de plus en plus un «discours présidentiel» qui n'est plus en phase avec «l'agenda» du Hezbollah et «un froid» dans les relations entre Sleiman et le président Bachar al-Assad.

En révisant le discours du chef de l'Etat lors de la fête de l'Armée libanaise, le 1<sup>er</sup> août, les milieux de la majorité y voient un refus de tout «partenariat avec l'armée et les forces légales dans les domaines de la sécurité et de la souveraineté.» Dans les allocutions qu'il a prononcées à Jbeil, les mêmes milieux voient des signaux négatifs adressés au commandement syrien.

Aux yeux de la majorité, le plafond de Baabda commence à «frôler les lignes rouges concernant les relations entre le Liban et les pays frères». N'a-t-il pas dit à Ehmej: «Lorsqu'une relation commence à faire du tort au Liban, il faut la rompre, et quand elle sert ses intérêt il faut la rétablir». Ces propos, sans précédent depuis le mandat d'Amine Gemayel, sont en «contradiction flagrante avec le contenu de l'accord de Taëf, notamment au niveau des relations privilégiées entre le Liban et la Syrie, indépendamment de ceux qui gouvernent chacun des deux pays», ajoutent les milieux de la majorité. Un autre point noir est inscrit sur le registre du président Sleiman: Que signifie le fait de recevoir les généraux Achraf Rifi et Wissam al-Hassan juste après l'arrestation de Michel Samaha? Comment le président de la République peut-il se permettre de cautionner les accusations contre Samaha avant la fin de l'enquête. Et la liste des griefs continue: dans l'affaire de la data des télécommunications, les dirigeants de la majorité, qui appellent au respect de la loi, sont traités d'assassins; le président Sleiman «mendie» la participation du 14-Mars au dialogue, comme si seule la photo l'intéressait».

Au palais de Baabda, on rejette toutes ces accusations, affirmant qu'il n'y a rien de nouveau dans les prises de positions du président Sleiman.

## **The New York Times (Quotidien américain)**

Il existe à travers l'Europe, et principalement en Allemagne, des ramifications du Hezbollah qui gardent profil bas mais qui parviennent quand même à récolter des fonds qu'elles transfèrent au Liban.

Depuis l'éruption du conflit syrien, Washington et Jérusalem rappellent sans cesse l'aide militaire et économique offerte par l'axe Hezbollah-Iran à la répression sanglante du régime baassiste. L'Europe, elle, n'est toujours pas arrivée à un consensus sur le statut officiel à assigner au Hezbollah.

Selon des experts en sécurité, les services de renseignements européens fichent les militants pro-Hezbollah mais ils sont dans le noir quand il s'agit du vrai danger, les cellules dormantes. La réticence de l'UE à placer le Hezbollah sur sa liste terroriste freine même les Américains dans leur enquête sur l'attentat du bus bulgare et dans leurs efforts de trouver une solution à la crise syrienne. Si les deux rives de l'Atlantique ne sont pas d'accord sur ce point de vue, c'est parce que le Hezbollah a su varier ses activités. En effet, depuis l'invasion israélienne du Liban en 1982, le parti de Dieu est devenu un acteur incontesté sur la scène du terrorisme international, pendant qu'au Liban, il s'est métamorphosé en acteur politique incontournable, comblant certains vides laissés par l'Etat libanais, notamment dans le domaine des services sociaux. Cet aspect social plaît aux politiciens européens et les pousse donc à résister aux pressions américaines.

Bruce Hoffman, professeur de sécurité internationale à Georgetown, relève que «l'UE préserve cette entente tacite avec les branches européennes du Hezbollah car elle a peur d'attirer sur elle les foudres du parti de Dieu». Du côté du Hezbollah, c'est la même dynamique: le parti a répété à maintes reprises qu'il n'est pas dans son intérêt d'être blacklisté par les Européens.